

pour la table
pour la cuisine
pour la pâtisserie

TIP remplace
le BEURRE
- ET COMTE BEAUCOUP MOINS CHER
C'EST UN PRODUIT FRANÇAIS

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS.....

Nord et limitrophes.....	3 mois, 22.00;	6 mois, 40.00;	1 an, 75.00
Autres départements.....	22.00;	40.00;	80.00
Belgique.....	25.00;	45.00;	90.00
Union Postale.....	35.00;	70.00;	140.00
Tarif B.....	50.00;	100.00;	200.00

ANNONCES.....
REDACTION.....

ROUBAIX..... 65 à 71, Grande-Rue, Tél. 24, 26, 28, 29, 30 et 45.62.
TOURCOING..... 26, rue Carnot, Tél. 21.
LILLE..... 2, rue Faidherbe, Tél. 57.07.
PARIS..... 13, boulevard de l'italienne, Tél. Louvre 09.49.
MOUScron..... 105, rue de la Station, Tél. 5.44.

ESSAYEZ LA
201
Georges

à roues indépendantes
Suspension indépendante
Tous les détails parfaits
Budget d'entretien minime
Agent exclusif:
G. VENANT
90, Grande-Rue, 90
ROUBAIX

BILLET PARISIEN

Extrême-gauche ou centre-gauche?

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL.)

PARIS, 23 MAI. (Minuit).

Les fédérations départementales du parti socialiste, qui examinent les usages après la question de la participation au pouvoir, se prononcent presque toutes dans le même sens: le parti socialiste ne devra pas être traité en parent pauvre et ne recevra que les miettes du festin. Il entend avoir dans le prochain Cabinet un nombre de portefeuilles proportionné à sa situation dans la Chambre, issue des élections des 1^{er} et 3 mai.

La collaboration est, d'autre part, subordonnée à l'acceptation, par les autres partis, de conditions minima que les fédérations s'accordent à définir, et qui comprennent, outre l'assurance chômage et la nationalisation des assurances et des compagnies de chemin de fer, l'obligation pour le Gouvernement de limiter de ramener au niveau de 1928 les dépenses militaires.

Devant ces prétentions de nos internationalistes, il apparaît de plus en plus clairement que M. Herriot après avoir offert aux socialistes d'entrer dans le Gouvernement, se passera, d'accord avec le comité exécutif du parti radical, du concours d'alliés aussi exigeants. On sait que le Maire de Lyon n'a pas caché son intention d'éviter les fautes de 1924-1926. Il ne veut égarer personne. Or, s'il faisait mine de promettre aux hommes de la 1^{re} Internationale l'exécution du programme socialiste, son gouvernement prendrait aussitôt une allure révolutionnaire et serait immédiatement dévoré par l'opinion, qui n'a pas voté pour la révolution et le désordre.

Le Sénat, au demeurant, renverrait tout ministère qui ferait bon marché de la sécurité de nos frontières et de l'équilibre budgétaire. Or, le programme socialiste signifie la destruction de l'une et de l'autre. M. Herriot, s'il assume le pouvoir, voudra que l'équilibre gouvernemental tienne en son honneur et c'est pourquoi il cherchera son appui moins à l'extrême-gauche qu'au centre-gauche.

LETTRE DE BRUXELLES

L'enseignement libre et la loi linguistique

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER.)

BRUXELLES, 23 MAI 1932.

Bien que le Premier Ministre ait refusé toute communication de l'arrangement transactionnel réalisé en vue de la constitution du nouveau Gouvernement, De STANDAARD, l'organe de MM. Van Cauwelaert et Sap, qui fut pour beaucoup dans la chute du premier ministre Renkin, publie et commente la formule secrète, sans indiquer à quelle indiscrétion il doit le document.

Celui-ci stipule dans ses grandes lignes:

1^o Les classes minoritaires sont transformées en classes de transition; celle-ci est terminée après la douzième année de l'enfant, c'est-à-dire qu'à partir de sa douzième année, l'enfant est instruit en flamand en Flandre et en français en Wallonie.

2^o Tous les cours, sans aucune exception, seront donnés dans la langue de la région; seul l'enseignement de la langue française sera donné en français en pays flamand. Au cas où un enseignement complémentaire en langue française viendrait s'ajouter, celui-ci se donnera en dehors de l'horaire général.

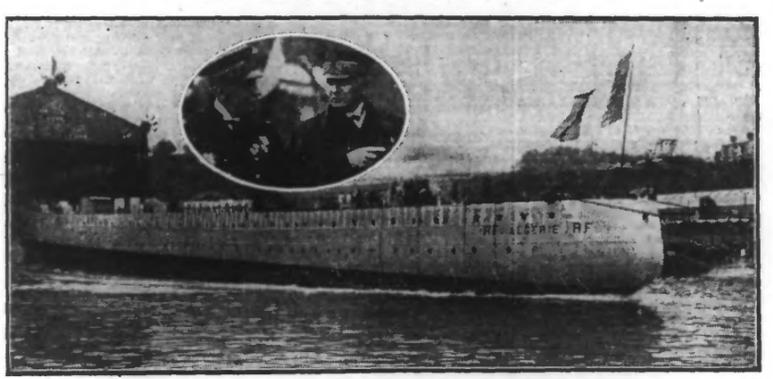
3^o Toute école qui n'accepte pas le régime linguistique prévu par la loi n'est pas en ligne de compte pour la délivrance ou l'homologation de diplômes (lycéaux).

Par cette sanction, la plus radicale qui puisse être trouvée, l'enseignement libre catholique se verra forcé d'accepter le régime linguistique instauré par la nouvelle loi, et, par conséquent, d'enseigner (en pays flamand) toutes les matières à l'aide du flamand.

Cette dernière disposition cause une certaine émotion dans les milieux catholiques. Sans doute, nul ne refusera de s'incliner devant une loi nationale, destinée à amener l'apaisement dans le pays. Mais beaucoup ne cachent pas leurs inquiétudes. Ils se demandent si les conditions linguistiques imposées à l'enseignement libre pour qu'il puisse obtenir des diplômes, ne vont pas être un précédent pour une autre intervention éventuelle de l'Etat dans le domaine religieux. Que se passerait-il le jour où l'Etat imposerait la morale laïque et neutre aux écoles pour que leurs diplômes soient valables? Les parents catholiques ont-ils le droit de l'enseignement de la langue ne seront-ils pas sollicités pour l'enseignement de la morale?

Ce point de vue n'a pas échappé aux membres des deux Gauches qui veulent la guerre sociale. Ils en ont déjà parlé avec une satisfaction non déguisée. La question linguistique, qui se trouve entre les mains de l'épiscopat, pour quiconque connaît la sagesse et l'esprit patriotique de celui-ci, nul doute qu'il n'ait veillé à la sauvegarde des droits constitutionnels qui ont permis à l'école catholique de réaliser son œuvre grande œuvre religieuse et nationale en Belgique.

Le lancement du croiseur "Algérie", à Brest



Le croiseur «ALGÉRIE» DESTINÉ À LA MARINE DE GUERRE, A ÉTÉ LANCÉ À BREST

Ses caractéristiques sont les suivantes: Déplacement 10000 tonnes; longueur, 185 mètres; largeur, 19 m. 25; puissance, 90000 à 100000 CV; vitesse prévue, 33 à 34 nœuds; huit canons de 203 mm, huit de 90 et de 75 mm et huit de 37 mm contre avions, une ou deux catapultes, deux hydravions.

En médaillon: L'AMIRAL DURAND-VIEL, qui présidait la cérémonie, et l'AMIRAL DUBOIS.

Un entretien avec M. Herriot sur le Gouvernement et la politique de demain

M. Lucain relate, dans « Paris-Midi », l'entretien qu'il a eu à Lyon, avec M. Herriot.

En attendant les événements, le chef radical, dit M. Lucain, sait mieux que quiconque qu'il sera appelé à former le futur Cabinet et sans préjuger de quel que soit le choix du président de la République, il envisage franchement les responsabilités immédiates du pouvoir. M. Herriot ne désigne pas un de ses collègues à la tête du nouveau gouvernement. Il acceptera, sans nul doute, la mission qui lui confiera M. Albert Lebrun.

— C'est alors, et alors seulement, a-t-il dit, que se réunira, selon l'usage en vigueur dans mon parti, les sénateurs et les députés radicaux, ainsi que les membres du bureau de notre Comité exécutif. Je les mettrai au courant de l'offre qui aura pu m'être faite et nous examinerons en commun la situation.

— Nous insistons, poursuit M. Lucain, sur la question de savoir si le chef radical s'en tiendra au programme de son parti ou s'il envisagera une politique acceptable, en particulier, de comporter le soutien socialiste.

M. Herriot se borne à déclarer qu'il ignore ce que décidera le Congrès S. R. L. Il a, pour sa part, souhaité à maintes reprises la formation d'un Cabinet à la Waldeck-Rousseau, de large union des républicains, mais il ne dépend pas de lui seul ni de son parti qu'il en soit ainsi. Les autres partis auront à prendre leurs responsabilités.

M. Herriot, dit M. Lucain, est très net pour tout ce qui touche la sauvegarde des droits de la France, la défense nationale et la sécurité extérieure.

— Je ne connais pas, dit-il, le dossier précis de notre politique extérieure, c'est une prérogative du pouvoir; je m'en tiens donc aux simples et fermes principes que j'ai sans cesse affirmés, sur les droits imprescriptibles que la France tient des traités et des contrats librement signés.

— Les Reich conteste nos droits et discute d'abord, comme il semble en avoir l'intention? demande M. Lucain.

— Mauvaise méthode, répond M. Herriot. S'il est vrai que l'Allemagne puisse prétendre faire valoir qu'elle a paré plus qu'elle ne doit, il convient d'en discuter les chiffres à des experts. Mais comment aurais-je souscrit de plan Young, si elle n'avait été réduite par la vérité des chiffres? Il faudra faire une politique extérieure très précise, très exacte, une politique au millimètre. Le moindre excès risquerait de favoriser l'extrémisme d'un Hitler; la moindre faiblesse risquerait de l'encourager, et nous n'aurons pas trop de tout notre esprit de mesure traditionnel.

— La sécurité reste donc, pour des raisons analogues, au premier plan?

— Parfaitement, répond M. Herriot avec force. On m'a prêté je ne sais quelles intentions d'économiser sur la Défense nationale, pour des casernes à construire et qui seraient inutiles, ou pour toute autre dépense qui ressemblerait à du gaspillage. Mais, pour le reste, je ne saurais toucher à l'armement de sécurité de mon pays. Je voudrais, au contraire, la perfectionner, la moderniser en attendant que de solides garanties internationales fussent données aux peuples qui entendent travailler, sans se décourager, à l'organisation d'une paix véritable.

Le nouveau Ministère Renkin est constitué

Bruxelles, 23 mai. — La réunion des Droites parlementaires s'est tenue, lundi. Elle a examiné la question linguistique, la question sociale et la question financière. Il n'y a eu ni communiqué, ni ordre du jour. L'accord s'est fait, sans grande discussion. Mais on a insisté particulièrement sur la nécessité pour le nouveau Gouvernement de mettre le pays en face de la situation financière, dont les difficultés sont très grandes.

M. Renkin, vers la fin de l'après-midi a communiqué la composition officielle de son second Ministère, qui est ainsi constitué:

Premier ministre et MM.	MM.
Finances.....	RENKIN.
Justice.....	COGQ.
Affaires étrangères.....	HYMANS.
Intérieur.....	CARTON.
Défense nationale.....	CRONKERT.
Sciences et Arts.....	PETITJEAN.
Agriculture.....	VAN DIEVOET.
Industrie, Travail et P. T.....	HEYMAN.
Prévoyance sociale.....	BOVENSSE.
Colonies.....	TSCHOFFEN.
Transports.....	ISCHOFFEN.
Travaux publics.....	FORCHOMME.
	SAP.

M. Renkin a été reçu à 16 h. par le Roi avec qui il a eu un long entretien. Le premier Conseil du nouveau Cabinet se tiendra mardi matin.

Trois ministres de l'ancien Cabinet ne reviennent pas au pouvoir. Ce sont MM. Dens, Van Isacker et Van Cuyneghem.

Le nouveau Ministère comprend sept catholiques et cinq libéraux.

Des trois nouveaux ministres, M. Tschoffen et M. Forchomme ont fait partie de Gouvernements depuis l'armistice.

M. Sap, seul, débute dans les Conseils de la Couronne. Il a joué en ces derniers mois, un rôle extrêmement actif et très combatif, d'une part dans le débat linguistique et, d'autre part, dans la controverse sur la Baque-Natolie. Il est posé en adversaire résolu du projet de convention Houtart-Frank. Il est député catholique de Roulers-Thielt depuis le 20 novembre 1921. Il fut jusqu'ici l'un des groupes agricoles de cet arrondissement mais, tout récemment, les catholiques lui ont offert de prendre aux prochaines élections le mandat de M. Van de Vyvere. M. Sap a accepté. Dans le discours qu'il a prononcé à cette occasion, M. Sap, qui est le directeur politique du «Staatscourant», s'est déclaré, en matière linguistique, des solutions radicales, mais une bonne fois être exclue des préoccupations politiques afin que Gouvernement et Chambres puissent appliquer toute leur attention aux problèmes capitaux de l'heure présente.

M. Sap est né à Kortemark le 21 janvier 1886. Il habite Anvers et est professeur à la Faculté de droit de l'Université de Louvain.

L'ELECTION SENATORIALE DU 12 JUIN

La Fédération républicaine du Nord n'a pris parti ni pour M. Edouard Roussel ni pour M. Henri Spriet

Lundi à 11 h., dans une salle de la Préfecture a eu lieu la réunion des élus de la Fédération républicaine. C'est-à-dire tous les conseillers généraux, sénateurs députés présents à ce moment au groupe de la Fédération. Le but de cette réunion était d'examiner la situation politique à la veille de l'élection.

M. Mahieu, ministre de l'Intérieur, président du Conseil général, présidait. Tous les sénateurs étaient présents, un nombre de sept: MM. Mahieu, Davoine, Beres, Hayez, Daniel-Vincent, Potté, de la Grange, ainsi que tous les conseillers généraux de la Fédération.

M. Deligne était également présent; M. Millot, président des républicains du Nord; Lecourt, député député; Lerman, Carlier-Caffier, députés.

Dès le début de la séance, il a été entendu que le siège laissé vacant par M. Debiere devait revenir à l'arrondissement de Lille. Après quoi, les deux thèses en faveur d'un candidat républicain-socialiste ont été exposées. Les représentants des deux partis ont persisté dans le maintien de leur candidat: M. Spriet et Roussel, les radicaux-socialistes parce que le siège appartenait à l'un d'eux, M. Lebiere; les républicains du Nord, parce qu'en présence de l'attitude des radicaux-socialistes à l'égard de leur candidat lors des récentes élections législatives, ils estimaient qu'il était nécessaire de poser une candidature de protestation.

A un moment donné, on essaya la conciliation en mettant en avant la candidature de M. Domesmar, conseiller général. Mais celui-ci refusa.

Dans ces conditions, la Fédération a décidé, suivant sa formule, de rester dans le « statu quo », c'est-à-dire de ne pas se prononcer entre M. Roussel et M. Spriet. Il n'a pas été question de M. Debiere.

Voici du reste le communiqué qui nous a été remis par le président de la réunion:

« Les conseillers généraux appartenant au groupe de la Fédération républicaine, réunis avec les sénateurs et députés appartenant à la même fraction de l'idée républicaine ont examiné la situation politique du département de la Seine-Nord-Ouest et ont reconnu les droits de l'arrondissement de Lille au siège sénatorial laissé vacant par le décès de M. Debiere. A la mémoire de quel le président a rendu un honneur cordial et ému. Il est constaté qu'il se trouverait en présence de la candidature de M. Edouard Roussel, conseiller général, présenté par le parti républicain du Nord et de celle de M. Henri Spriet, présenté par la Fédération républicaine radicale et radicale-socialiste et laissent aux députés sénatoriaux le soin de les départager ».

L'AVIATRICE AMÉLIA EARHART A REÇU A LONDRES UN ACCUEIL ENTHOUSIASTE

Londres, 23 mai. — On donne les détails suivants sur l'arrivée à Londres de Mrs Earhart, la triomphatrice de l'Atlantique de Terre-Neuve en Islande. L'aviatrice avait passé la nuit à Springfield, près de Londonderry, dans une famille amie.

Il avait été primitivement convenu qu'un avion irait la chercher le matin et l'emmenait à Croydun. Des arrangements faits pour tourner un film pendant de l'aviatrice retardèrent son départ.

Il fut décidé également de substituer Hanworth à Croydun comme point terminus d'atterrissage.

Entre temps, Mrs Earhart, qui, complètement repêchée des fatigues de la traversée, s'était levée à 6 h. pour se préparer au lourd programme de la journée, avait reçu de lady Balfour un télégramme lui apportant, avec les félicitations de la célèbre aviatrice anglaise, l'offre de celle-ci de la piloter d'Irlande en Angleterre. Si flatteuse que fut cette offre, la Jeanne Américaine dut cependant la décliner.

Mrs Earhart a été l'hôte à déjeuner de M. Gallacher, propriétaire du champ où elle fit son atterrissage forcé. Préalablement, elle avait reçu la visite du maire de Londonderry, venu pour lui présenter les félicitations de la population.

À 13 h. 45, l'aviatrice américaine quitta Springfield en avion, parmi les acclamations d'une foule ainsi nombreuse qu'enthousiaste.

L'avion prit rapidement de l'altitude et disparut dans la direction de Belfast. Après une brève escale à Blackpool pour permettre au pilote de rafraîchir son plein d'essence, l'appareil reprit les airs à 16 h. 10, et se dirigeait sur la capitale britannique, ou plus exactement sur Hanworth, près de Londres. Il arrivait à cet aéroport à 18 h. par une pluie diluvienne accompagnée de coups de tonnerre et d'éclairs.

Très peu de personnes l'attendirent, car c'est sur un autre aéroport londonien, celui de Croydun, que la foule s'était portée pour lui faire l'accueil chaleureux mérité par son exploit.

Sautant prestement de son avion, l'aviatrice a traversé en quelques enjambés la distance qui la séparait du Club des aviateurs et, toute radieuse, reçut les félicitations de M. Mellon, ambassadeur américain, qui, déjà dans la matinée, lui avait adressé le télégramme suivant:

« Tous les Américains sont fiers de votre proesse et de votre courage dont vous venez de faire preuve ».

Mrs Earhart fut également agréablement surprise de trouver au Club un message de bienvenue et de félicitations de M. Macdonald.

La Jeanne Américaine a été, le soir, l'hôte de M. et Miss Mellon à l'ambassade américaine.

Avant son entrée à l'ambassade et ce matin à sa sortie l'aviatrice a été l'objet de frénétiques applaudissements de la part de la foule très nombreuse venue pour la voir.

Mrs Earhart compte se rendre à Rome où elle assistera au Congrès des aviateurs transocéaniques. Jusqu'ici elle n'a pas l'intention de s'arrêter à Paris.



L'action près des arbres à l'endroit même où vient de se poser l'aviatrice en plein champ près de Londonderry

(Photo transportée par avion de Londonderry à Londres, et transmise par téléphoto Wide World de Londres à Paris.)

LE NOUVEAU CABINET AUTRICHIEN



M. DOLLFUS

chrétien-social qui a réussi à former le nouveau cabinet autrichien. M. Dollfus a gardé pour lui les portefeuilles des Affaires étrangères et de l'Agriculture. Il ne dispose que d'une seule voix de majorité (W.W.F.)

Une importante conférence politique se tiendra aujourd'hui, à l'Élysée

Paris, 23 mai. — M. André Tardieu, président du Conseil, après un bref séjour à la campagne, rentrera mardi matin à Paris.

Accompagné de M. P.-E. Flandin, il se rendra dans l'après-midi vers Albert Lebrun, président de la République. Il se rencontrera avec M. Edouard Herriot, le chef présumé du prochain Gouvernement.

Le séjour de Gorguloff l'assassin de M. Doumer en Tchecoslovaquie

Paris, 23 mai. — M. John Hennet, commissaire de police à la Sûreté générale, s'est rendu cet après-midi auprès de M. Fougery, juge d'instruction, pour lui faire part du résultat de l'enquête qu'il a menée en Tchecoslovaquie, sur Gorguloff, l'assassin du président de la République.

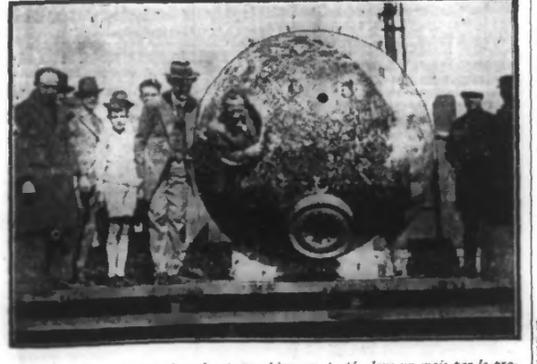
Les renseignements qu'il a recueillis sont très nettement défavorables. Gorguloff a dépensé l'argent apporté en dot par ses trois premières femmes.

C'était un homme vif, d'expédients et que l'on considérait comme un médecin marron. Enfin, il se serait fait remettre diverses sommes par des jeunes hommes auxquels il aurait donné des prétendus soins.

Poursuivi d'ailleurs pour escroqueries par la justice tchécoslovaque, il fut obligé de quitter le territoire et fut alors qu'il quitta la France.

M. Hennet, qui n'a fait au juge qu'un rapport verbal, va lui faire remettre dans le plus bref délai son rapport écrit.

Une nouvelle ascension du professeur Piccard



Une nouvelle ascension dans la stratosphère sera tentée dans un mois par le professeur Piccard. Le départ se fera de Zurich. M. Piccard sera secondé par une jeune Belge, M. Max Cosyns. La nacelle dans laquelle il avait effectué sa célèbre ascension, a été ramenée hier, du glacier d'Ober-Gurgis (Tyrol), où elle était tombée, à l'Université de Bruxelles. Voici le professeur Piccard et son assistant, l'ingénieur Kitzler, dans la nacelle — de la nacelle — de la nacelle qui transporta cette dernière.

Le vice-consul britannique à Nankin est grièvement blessé à coups de revolver

Changhaï, 23 mai. — M. Graham, vice-consul britannique à Nankin, a été grièvement blessé à coups de revolver, hier matin, par des soldats démobilisés, alors qu'il revenait de Besan où il avait tenté de faire libérer le Père Ferguson, missionnaire canadien, que les communistes avaient fait prisonnier. M. Graham a été transporté d'urgence à Nankin.

Une réunion du Haut Comité militaire

Paris, 23 mai. — M. Piétri, ministre de la Défense Nationale, a présidé aujourd'hui une importante séance du Haut Comité militaire créé par arrêté du 29 mars 1932 et qui constitue l'organe de coordination des trois commandements guerre, marine et air.

Étaient présents: MM. le général Weygand, vice-président du Conseil supérieur de la marine, le général Hergault, chef d'état-major des forces aériennes, le général Gamelin, chef d'état-major général de l'armée.

En raison de la nature des questions traitées le maréchal Détain a été entendu par le Haut Comité.

La séance ouverte à 14 h. 45 s'est terminée à 17 h. 45.

La Banque d'Angleterre ferait des achats d'or en France

Londres, 23 mai. — On croit généralement dans la Cité, que c'est en France que la Banque d'Angleterre a effectué, récemment, ses importants achats d'or.

Les aviateurs transocéaniques ont été reçus par le Roi d'Italie

Rome, 23 mai. — Le Roi a reçu ce matin au Quirinal les aviateurs transocéaniques qui sont réunis au Congrès à Rome.

Le Souverain s'est entretenu amicalement avec les aviateurs, leur adressa à chacun dans leur langue des questions sur leurs exploits, leurs projets, leurs impressions.

Ce matin également, au milieu d'une assistance considérable on lui a posé des questions des deux aviateurs hongrois qui se sont tout d'abord touchant le sol italien.

Le général Mariaux : grand-croix de la Légion d'honneur

Le général Mariaux a été promu grand-croix de la Légion d'honneur.



Le général MARIAUX, directeur du Musée de l'Armée et gouverneur des Invalides, qui a été promu grand-croix de la Légion d'honneur

Le meurtier avait tenté par quatre fois de se suicider

Lévin Hengues raconte ensuite qu'il partit à bicyclette du côté de Saint-Floris où après avoir déposé sa machine contre un baquet, il avait couru se jeter dans le canal. Ne parvenant pas à se laisser couler, l'assassin ressortit de l'eau et après s'être caché dans une prairie jusqu'à la tombée de la nuit, il partit dans le bois. Déclarant sa veste de toile en lambeaux, il en fit une corde et tenta de se pendre; par trois fois la corde cassa. Avant remarqué qu'on le recherchait un gendarme était même passé à